

# Migrants : les inquiétantes propositions de Vienne

Une note évoque un « système de protection » où « aucune demande d'asile ne sera déposée sur le sol européen »

BRUXELLES - bureau européen

**C'**est le genre de document qui n'était pas censé être rendu public, et pour cause : une note de Vienne – l'Autriche est gouvernée par une coalition droite-extrême droite et a récupéré la présidence tournante de l'Union européenne (UE) le 1<sup>er</sup> juillet – livre une vision purement sécuritaire de la migration, occultant intégralement son aspect humanitaire.

A en croire ce texte, qui a été soumis aux experts nationaux des vingt-huit membres de l'UE lors d'une réunion informelle à Vienne, lundi 2 et mardi 3 juillet, et que *Le Monde* a pu consulter, les migrants sont principalement des hommes jeunes et « beaucoup sont tout particulièrement sensibles aux idéologies hostiles à la liberté ou qui prônent la violence ».

À l'instar des pays du groupe de Visegrad (Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Pologne), l'Autriche défend une Europe aux frontières closes et l'externalisation totale du droit d'asile hors des frontières de l'UE. Le texte propose de réfléchir à un nouveau « système de protection » où « aucune demande d'asile ne sera déposée sur le sol européen ». Avec un objectif, en 2025, de ne garantir l'asile qu'à ceux « qui respectent les valeurs de l'UE et ses droits et libertés fondamentales ». Une condition que l'UE n'impose absolument pas aux demandeurs d'asile.

Etant donné que ce pays prospère, de presque 9 millions d'habitants, assure pour six mois la présidence de l'UE, cette note aide à comprendre ce qui se joue dans certaines capitales de l'UE. Le texte commence en affirmant que « les élites politiques et l'UE dans son ensemble ont perdu le contrôle de la situation » en 2015, lors du pic de la crise des migrants.

Puis, le document insiste – c'est le véritable fil rouge de tout le texte – sur la supposée incapacité des Vingt-Huit à endiguer les flux et à sécuriser une frontière extérieure commune à la zone Schengen, sans pour autant faire le bilan des nombreuses mesures prises collectivement depuis 2015-2016 afin de renforcer les contrôles et la

dramatiquement mis en lumière les limites de l'actuel régime de système d'asile commun et nous a ouvert les yeux sur les faiblesses fondamentales de la protection des frontières extérieures de l'UE ». Mais entre 2015 et 2017, pas moins d'une dizaine de législations ont été adoptées pour renforcer la protection des frontières extérieures de l'UE. L'agence européenne de gardes-frontières Frontex a vu ses pouvoirs élargis fin 2016, avec une réserve mobilisable de 1500 gardes-frontières et la possibilité d'imposer une intervention à la frontière d'un Etat membre pour une surveillance en cogestion avec les pays concernés. Cela n'avait rien d'évident en 2015 : à l'époque, la Grèce ou l'Italie refusaient l'aide européenne à leurs frontières, au nom de leur souveraineté nationale.

Des « hot spots » (centres de regroupement des migrants) ont été créés en Italie et en Grèce. Les Européens ont aussi dépensé des milliards d'euros supplémentaires pour l'accueil des migrants, signé un accord avec la Turquie en mars 2016, qui a quasiment tari les arrivées depuis la route des Balkans, multiplié les efforts diplomatiques avec les pays tiers pour faciliter les renvois de migrants déboutés du droit d'asile, même si pour l'instant, ils n'ont pas débouché sur grand-chose.

## « Hot spots » hors de l'UE

Si le nombre de morts par noyade reste encore dramatiquement élevé (trois naufrages et près de 180 morts ou disparus ces derniers jours en Méditerranée, 1000 depuis le début de l'année), les arrivées dans l'UE ont chuté bien en deçà du niveau de 2015. Pourtant, si le texte autrichien reconnaît une baisse, il prétend que « les chiffres pertinents continuent d'excéder ceux d'avant 2015 ». Une affirmation inexacte : selon Frontex, 229 000 migrants sont entrés dans l'UE en 2014, 184 000 en 2017 et 50 000 seulement entre janvier et juin 2018. Si ce rythme se maintient, l'UE finira l'année avec 100 000 arrivées, soit l'étiage des années 2009 à 2013.

Les frontières ne sont donc pas des passoires, contrairement à ce que répètent la droite dure et l'extrême droite européennes et ce que laisse entendre ce document. Et s'il reste de nombreux ratés dans la politique d'asile, ils sont aussi dus au blocage persistant des pays du groupe de Visegrad pour une refonte du règlement de Dublin. Les Vingt-Huit planchent depuis deux ans sur ces réformes es-

sentielles pour augmenter la solidarité vis-à-vis des pays en « première ligne » (Espagne, Grèce, Italie) mais aussi pour réduire les phénomènes de « shopping de l'asile » (certains migrants veulent

choisir le pays dans lequel ils déposent leur demande).

Le document autrichien ne défend pourtant quasiment pas la nécessité d'avancer sur ces sujets. En revanche, il insiste sur la création de « hot spots » hors de l'UE, au risque de contrevenir au principe de non-refoulement des migrants. Le texte déplore ainsi que les débarquements – après les sauvetages en mer – « n'aient lieu que dans l'UE », ce qui rend les appréhensions en mer non seulement « inefficaces », mais permet aussi

**Selon Vienne,  
« beaucoup  
[de migrants]  
sont sensibles  
aux idéologies  
qui prônent  
la violence »**

de « renforcer le business des passeurs ». Le refoulement est contraire aux engagements internationaux des Etats de l'UE.

Enfin, le document aligne d'inquiétants clichés. Les migrants arrivant dans l'UE ? « Ce ne sont pas en priorité ceux qui sont en

besoin de protection qui viennent en Europe, mais surtout des gens qui peuvent se permettre de passer par des réseaux criminels et se sentent suffisamment forts pour entreprendre de dangereuses traversées. »

## « Gros problèmes »

Dans la même veine : « En raison de leur origine et de leur manque de perspectives, ces [migrants] ont de manière répétée de gros problèmes pour vivre dans des sociétés ouvertes, et même, les rejettent. Parmi eux, on trouve un grand nombre de jeunes hommes peu ou pas éduqués. Beaucoup sont tout particulièrement sensibles aux idéologies hostiles à la liberté ou qui prônent la violence. »

Quelle sera la destinée de ce document ? Donnera-t-il le ton de la présidence autrichienne ? La réunion, à Vienne, avec les autres délégations, se serait mal passée, assure une source proche des discussions, une dizaine d'experts nationaux (France, Allemagne, Luxembourg...) soulignant le caractère parfois illégal des assertions autrichiennes.

« Le chancelier [Sebastian] Kurz défend un agenda de droite dure aux plans national et européen. Son agitation contre les réfugiés masque les problèmes urgents qui bousculent aussi bien son pays que l'UE », déplorait Philippe Lamberts, le leader des Verts au Parlement européen, mardi 3 juillet. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

**Le texte prétend que « les chiffres continuent d'excéder ceux d'avant 2015 ». Une affirmation inexacte**

coopération intra-européenne on la matière.

La crise de 2015, est-il précisé, « a